

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Luttés & solidarités (France) > Vagues d'indignation > **Gilets jaunes, lycéen.es, Macron : prises de positions - avant la journée (...)**

Gilets jaunes, lycéen.es, Macron : prises de positions - avant la journée du 15 décembre

vendredi 14 décembre 2018, par [Attac France](#), [CAC](#), [CNDF](#), [Collectif / Signatures multiples](#), [DIEM25](#), [Droit Au Logement \(DAL\)](#), [Ensemble !](#), [Fondation Copernic](#), [Génération.s](#), [Journalistes](#), [LFI](#), [MNCP](#), [Mouvement ECOLO](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [PG](#), [Syndicats](#), [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 12 décembre 2018).

Nous présentons ci-dessous un certain nombre de prises de position faites avant et après l'allocution télévisée d'Emmanuelle Macron. D'autres déclarations seront ultérieurement ajoutées.

Sommaire

- [Rendez-vous à la journée \(...\)](#)
- [Amplifions les mobilisations](#)
- [Après les moquettes, le \(...\)](#)
- [Gilets jaunes : après le \(...\)](#)
- [Macron menace et enfume. \(...\)](#)
- [Tous Ensemble ! En grève \(...\)](#)
- [AVANT LE 10 DECEMBRE](#)
- [MACRON RECOIT LES « PARTENAIRE](#)
- [« Gilets jaunes » : des \(...\)](#)
- [Communiqué de presse des \(...\)](#)

Rendez-vous à la journée de mobilisations du 15 décembre

Le mouvement des gilets jaunes a mis dans le débat public l'ensemble de la politique sociale et fiscale du gouvernement et des politiques néolibérales mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis des décennies. Il a affirmé avec force le lien entre la question sociale et écologique : la nécessaire transition écologique ne peut se faire sur le dos de la majorité de la population. Ce mouvement est maintenant porteur de revendications concrètes et d'une exigence démocratique fondamentale : ce n'est pas à une petite minorité de privilégiés de décider de l'avenir de toutes et tous.

Malgré la forte mobilisation de ces femmes et hommes déterminé-es et devant faire face à une répression inouïe, Emmanuel Macron maintient le cap sur l'essentiel : une fiscalité injuste qui épargne le capital et les hautes fortunes (suppression de l'ISF, allègement de l'exit tax), la réforme de l'assurance chômage, celle des retraites ainsi que les attaques prévues ou en cours contre la fonction publique, le logement social et les services publics, qui ne pourront qu'amplifier les inégalités sociales et creuser les disparités entre les femmes et les hommes. De plus, Emmanuel Macron essaye de déplacer le débat public des questions sociales vers les questions identitaires puisqu'il a mis l'immigration dans les thèmes prévus pour la concertation. Dans cette situation, la convergence avec le mouvement des gilets jaunes est plus que jamais nécessaire.

Nos organisations soutiennent les revendications de justice fiscale et sociale portées par le

mouvement des gilets jaunes. Elles appellent à manifester samedi 15 décembre, pour la justice sociale et fiscale, pour une démocratie réelle, pour l'égalité des droits, pour une véritable transition écologique et la solidarité internationale **à partir de 10 h devant la gare St Lazare pour rejoindre à partir de 14 h la Place de la République à Paris.**

Communiqué 14 décembre 2018

Signataires

Attac - Solidaires - Fondation Copernic - DAL - CNDF - GDS - Ensemble - Génération-s - LFI - PG - CAC - Mouvement ECOLO - DIEM25 - NPA

Amplifions les mobilisations pour la justice sociale et climatique

Jugeant que « le pouvoir reste sourd » plusieurs personnalités de gauche dont Jean-Luc Mélenchon, Olivier Besancenot, Pascal Cherki et Michel et Monique Pinçon-Charlot appellent à manifester le vendredi 14 et le samedi 15 décembre, à l'initiative d'Attac et de la fondation Copernic.

Apparu pour refuser une augmentation inique des prix des carburants, le mouvement des gilets jaunes a mis dans le débat public l'ensemble de la politique sociale du gouvernement et des politiques néolibérales mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis de décennies. Il a affirmé avec force le lien entre la question sociale et écologique : la nécessaire transition écologique ne peut se faire sur le dos de la majorité de la population. Ce mouvement est maintenant porteur d'une exigence démocratique fondamentale : ce n'est pas à une petite minorité de privilégiés de décider de l'avenir de toutes et tous.

Cette exigence sociale et démocratique, cette conception de la transition écologique, le président de la République a décidé de les ignorer. S'il reconnaît le bien fondé de la colère populaire et a été obligé de faire quelques concessions, il n'en tire aucune conséquence réelle. Certes, Emmanuel Macron a annoncé que le SMIC va être augmenté de 100 euros. Il s'agit en fait d'une augmentation en trompe-l'œil puisque une partie de celle-ci était déjà prévue et que l'autre prendra la forme de la prime d'activité n'ouvrant aucun droit supplémentaire, notamment pour la retraite. De plus, cela ne coûtera rien aux employeurs. Cette augmentation sera donc payée par tous les contribuables, c'est-à-dire essentiellement par les salariés et les retraités. L'annulation de l'augmentation de la CSG pour une grande partie des retraités n'empêchera pas leur pouvoir d'achat de baisser car la désindexation des pensions n'est pas remise en cause. Aucune revalorisation des minimas sociaux n'est prévue. Pire, il encourage les heures supplémentaires : une vieille recette néolibérale qui se fera au détriment de toutes celles et ceux sans emploi. La réforme fiscale est renvoyée à une échéance lointaine et le président de la République refuse toujours de revenir sur la suppression de l'ISF. Enfin, rien n'est annoncé tant sur le financement de la transition écologique que pour résoudre la profonde crise démocratique. Ces mesures apparaissent donc dérisoires face à la crise politique que le pays connaît et la répression semble être la seule voie que le pouvoir veuille emprunter.

Plus encore, Emmanuel Macron maintient le cap en préservant l'essentiel : la réforme de l'assurance chômage, celle des retraites ainsi que les attaques prévues contre la fonction publique et les services publics, qui ne pourront qu'amplifier les inégalités sociales. Dans cette situation, la

convergence avec le mouvement des gilets jaunes est plus que jamais nécessaire. C'était le sens de notre appel à soutenir les revendications de justice fiscale et sociale portées par le mouvement des gilets jaunes et à manifester pacifiquement samedi dernier. Alors que le pouvoir reste sourd, cet appel est plus que jamais d'actualité. C'est pourquoi nous appelons à manifester le vendredi 14 et le samedi 15 décembre, pour la justice sociale et fiscale, pour une démocratie réelle, pour une véritable transition écologique et la solidarité internationale.

Signataires :

Jacqueline Balsan - présidente du MNCP

Esther Benbassa - sénatrice écologiste de Paris

Olivier Besancenot - NPA

Eric Beynel - co-délégué général Solidaires

Pascal Cherki - Génération.s

Jean-Marie Harribey - économiste atterré

Pierre Khalfa - fondation Copernic

Jean-Luc Mélenchon - France insoumise

Claire Nouvian - Place Publique

Michel et Monique Pinçon-Charlot - sociologues

Fabien Roussel - PCF

Sabine Rosset - BLOOM

Aurélie Trouvé - Attac

•

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/111218/amplifions-les-mobilisations-pour-la-justice-sociale-et-climatique>

Après les moquettes, le plâtre !

Solidaires

Pas de changement de cap

Emmanuel Macron a fait ses annonces pour tenter de mettre fin à la colère sociale exprimée depuis plusieurs semaines. Mais pas de surprises : quelques mesures sociales, une « augmentation » de 100 euros brut par mois du SMIC qui intègre la hausse légale et déjà annoncée de 1,8 % prévue en janvier et qui sera financé par l'État (donc par le budget la suppression des cotisations patronales !),

une prime exceptionnelle au bon vouloir des employeurs, une exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires, et l'annulation de la hausse de la CSG pour 2019 pour les retraité-es qui gagnent moins de 2000 euros.

Ces annonces sont loin de constituer un tournant dans la politique de ce gouvernement. Emmanuel Macron fait semblant d'oublier qu'il a accentué les politiques néolibérales qui avantagent les entreprises et les plus riches, au détriment de l'intérêt général, au détriment des plus précaires, des femmes, chômeur-euses, retraité-es, de la jeunesse.

Aucun tournant majeur n'a été pris, et c'est encore le budget de l'État qui est mis à contribution, tandis qu'aucune contrainte n'est mise sur les entreprises, les grandes fortunes, puisque ni le CICE (40 milliards par an pour les grandes entreprises), ni la suppression de l'ISF, ni de la flat tax et de la baisse de l'impôt sur les sociétés ne sont mis en cause ! La question d'une juste répartition des richesses est totalement évincée.

Rien de global pour les salaires, les pensions ou les minimas sociaux, rien pour les revendications lycéennes, rien pour la transition écologique, rien pour le re-développement des services de proximité ou des transports en commun, rien pour la fonction publique... tandis que la réponse répressive et autoritaire est maintenue avec vigueur. Pire, elle va être accentuée !

L'Union syndicale Solidaires appelle à amplifier et faire converger les mobilisations actuelles pour la justice sociale et fiscale, contre les réformes Blanquer, contre la hausse des frais d'inscriptions universitaires. Le gouvernement et le patronat ne lâcheront rien si nous n'agissons pas ensemble et nous ne mettons pas une pression suffisante.

L'Union syndicale Solidaires soutient les mobilisations de la jeunesse en particulier du 11 et du 13 décembre. Les syndicalistes de Solidaires aideront les lycéens et lycéennes dans leur mobilisation, en particulier pour les protéger au maximum des violences policières.

Nous appelons à faire du vendredi 14 décembre* une journée de grève interprofessionnelle, dans le public comme dans le privé. Notre objectif est de proposer au plus possible de salarié-es d'entrer en mobilisation et de faire, partout où c'est possible, des assemblées générales pour décider de leurs modalités d'actions et d'envisager ce qui peut-être fait dans les jours suivant, en particulier avec les Gilets Jaunes.

Solidaires rejoindra samedi 15 décembre les mobilisations des Gilets Jaunes. Il ne s'agit pas de « s'imposer » ou de « récupérer » mais bien de converger et d'agir ensemble, d'amplifier ce qui existe déjà à de multiples endroits.

Union syndicale Solidaire

** Pour Paris, une manif partira à 12h30 de République vers Nation.*

Gilets jaunes : après le gazage, Macron tente l'enfumage

Alors que l'ensemble du pays est parcouru d'une puissante aspiration à plus de justice sociale,

fiscale et écologique, Emmanuel Macron tente l'enfumage et refuse de changer de cap.

Le Président de la République fait le choix de préserver les intérêts des 1% les plus riches en ne revenant pas sur la suppression de l'ISF, l'allègement de l'Exit tax ou l'instauration de la Flat tax. Il protège les intérêts des multinationales (CICE, CIR, etc) et de leurs actionnaires au détriment des intérêts des plus pauvres et plus précaires, mais également au détriment d'une politique de transition écologique chaque jour plus nécessaire.

L'exécutif n'a pas écouté les exigences populaires exprimées depuis des semaines en faveur de mesures fiscales plus redistributives : il maintient le cap d'une politique profondément inégalitaire et inefficace qui grève le budget de l'État.

Attac France appelle ses sympathisant·e·s, ses adhérent·e·s, et ses comités locaux à rester mobilisé·e·s et être présent·e·s dans les mobilisations des jours à venir, notamment le vendredi 14 à l'appel d'organisations syndicales et samedi 15 décembre à l'occasion de l'acte 5 du mouvement des « gilets jaunes », pour exiger plus de justice sociale, fiscale et écologique.

Attac France, 11/12/2018

Macron menace et enfume. Mobilisation générale !

NPA

On n'en attendait pas grand-chose, tant les ministres avaient fait un pilonnage sur tous les médias depuis deux jours... et on n'a effectivement pas été déçu. Pour autant, le discours de Macron aura été ce soir très révélateur de la nature de la politique de Macron, même quand il vacille face au mouvement des gilets jaunes.

Première démonstration, celle de la méthode, brutale. Que le discours de Macron commence par la question des « violences » n'étonnera pas. « Le calme et l'ordre républicain (...) doivent régner », et à quel prix... Des gilets jaunes aux lycéens, touTEs gazés, touTEs tabassés, et Macron promet simplement que ça va continuer.

Ensuite s'affirme toujours le même mépris social. « Je n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation, beaucoup de Français peuvent la partager », rajoutant sans rire trouver la colère « juste à bien des égards »... De qui se moque-t-il, lui le mandataire des plus riches qui veut maintenant nous faire croire à son empathie envers les plus en difficulté ?

Enfin, le catalogue de mesurette - égrainées en deux minutes puis suivies de beaucoup de blabla - est l'illustration de la redistribution des richesses sauce macroniste. Nous resservant le plat moisi déjà présenté en son temps par Hollande de l'« état d'urgence économique et social », l'essentiel des mesures présentées montre que le président sait être généreux... avec l'argent public, et sans jamais toucher au capital, au fric des plus riches. Le salaire des travailleurs au SMIC augmenté de 100 euros ? Que les capitalistes se rassurent, il ne leur en coûtera rien puisqu'il s'agira seulement d'une revalorisation de la prime d'activité. Des heures supplémentaires ? Oui mais sans impôts ni cotisation sociale... Encore plus fort que Sarkozy ! Une prime de fin d'année pour les salariéEs ? Oui mais à la discrétion des patrons. Et bien entendu, que l'on ne parle pas d'une restauration de l'ISF,

« revenir en arrière nous affaiblirait »... C'est pourtant toute sa politique qui nous fait revenir en arrière ! Au final, seuls les retraités qui gagnent moins de 2000 euros par mois seront satisfaits de voir l'injuste hausse de la CSG subie cette année enfin annulée. Tout ça pour ça ?

Après ce discours pour rien, le mouvement des gilets jaunes continue, rejoint par celui de la jeunesse qui connaît mardi une nouvelle journée de mobilisation. « L'acte 5 » se prépare pour le week-end prochain, et tous les mécontentements doivent converger. L'heure est à la mobilisation générale, pour un blocage du pays, notamment par la grève. Face à ce mouvement profond contre la vie chère, Macron doit céder : mettre fin aux taxes injustes, faire payer les riches, augmenter les salaires et les revenus. Nous pouvons les faire reculer.

NPA, Montreuil le lundi 10 décembre

Tous Ensemble ! En grève pour une autre politique

Après des semaines de silence ou de paroles creuses, Macron a compris la puissance du soulèvement populaire. Mais il refuse de s'attaquer aux véritables détenteurs de la richesse pour répondre à la crise sociale et politique.

Annonces Macron : le compte n'y est pas

Le SMIC augmenté de 100 euros ? C'est toujours bon à prendre, mais ce n'est pas une augmentation de salaire ! C'est une prime payée par l'Etat, pas par les patrons. Ce sera donc au détriment des services publics ou par nos impôts : drôle de cadeau.

Les retraités.e.s qui ont moins de 2000 euros n'auront plus la hausse de dizaines d'euros de CSG : très bien, mais les retraites n'augmentent plus depuis des années ! Leur indexation sur la hausse des prix est refusée. Les heures supplémentaires défiscalisées, ce n'est pas une hausse des salaires, c'est encore nos impôts qui financent. De plus, les heures supplémentaires empêchent d'employer les privés d'emplois : Macron n'a rien dit pour les chômeurs ! Pire : il continue de leur faire les poches en imposant près de 4 milliards d'économies à l'UNEDIC. Enfin, Macron continue de favoriser les plus riches en refusant de revenir à l'ISF, privant ainsi de 5 milliards celles et ceux qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois. Quant à l'urgence climatique, elle a disparu de son discours. Alors que plus de 100 000 personnes ont défilé samedi 8 décembre !

Pas un mot pour les lycéens, les étudiants engagés dans une lutte contre la sélection et la réforme du baccalauréat ! Or le bac Macron aura une valeur différente selon les lycées d'où on vient, et les droits d'inscription sont gravement augmentés pour les étudiant.e.s étrangers. La seule réponse est policière : mettre les lycéen.ne.s à genoux parce que ce gouvernement ne veut pas d'une jeunesse debout.

Les annonces de Macron n'arrêteront pas l'action de celles et ceux qui agissent depuis près d'un mois sur les carrefours et dans la rue. Et qui réclament aussi une vraie démocratie politique. Or, le président n'a rien annoncé à ce sujet alors que, sur les barrages, les exigences de son départ, de la dissolution de l'assemblée, d'un référendum, se sont exprimées.

En grève et dans la rue le 14 décembre

Les annonces Macron montrent néanmoins que le pouvoir peut reculer. C'est la première fois depuis que les jeunes avaient gagné sur le CPE en 2006. C'est la preuve que, par une action déterminée on peut obtenir satisfaction. Mais la mobilisation est encore insuffisante parce que tout le monde ne s'y est pas encore mis, notamment dans les entreprises.

C'est aux gilets jaunes de décider un acte 5 le samedi 15 décembre. Notamment dans des assemblées générales.

Mais, dès ce vendredi 14 décembre, les organisations syndicales appellent à se mobiliser par la grève et dans la rue. Les salarié.e.s, les privé.e.s d'emploi, les lycéen.ne.s et étudiant.e.s, montreront leur force. Ce peut être le début d'une mobilisation générale pour un véritable changement de politique, pour :

- La justice fiscale, et d'abord le rétablissement de l'ISF, la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, l'annulation des hausses de la CSG, l'annulation du CICE (40 milliards).
- Une vraie augmentation des salaires, payées par les entreprises : la hausse du SMIC à 1800 euros, et 300 euros d'augmentation des indemnités de chômage, des pensions, des minimas sociaux.
- L'arrêt du démantèlement des services publics de proximité, des fermetures de lignes ferroviaires, le développement de transports publics de qualité, notamment dans les zones rurales et dans les banlieues.
- Une politique écologique qui s'attaque aux principaux responsables de la dégradation environnementale et non aux populations en difficulté.

Le mouvement ENSEMBLE soutient la mobilisation pour ce changement total de politique.

Le gouvernement reste sourd ! Si le pouvoir ne cède pas, ce sera au peuple de trancher. Un référendum sur des mesures sociales est indispensable.

Ensemble !, 11/12/2018

AVANT LE 10 DECEMBRE

MACRON RECOIT LES « PARTENAIRES SOCIAUX » : SOLIDAIRES N'IRA PAS !

A 19h30 dimanche soir, l'Union syndicale Solidaires a reçu une invitation du Président de la République nous conviant « à une réunion avec les forces politiques, territoriales, économiques et sociales en présence du Premier Ministre et des membres du Gouvernement », annoncée à grands renforts de publicité, demain matin, lundi 10 décembre.

L'Union syndicale Solidaires ne se rendra pas à cette invitation.

Bien sûr, nous aurions beaucoup de choses à dire au président et à son gouvernement.

Nous aurions beaucoup de choses à dénoncer et en premier lieu la répression qui a eu lieu samedi

contre la colère sociale qui s'exprimait et les nombreuses arrestations arbitraires.

Nous aurions également à rappeler de nombreuses revendications portées par l'ensemble du mouvement social depuis des années. Le gouvernement et le président connaissent nos revendications, nous avons eu l'occasion de les remettre au premier ministre au cours des deux rencontres que nous avons eu depuis mai 2017.

Mais nous ne pensons pas que dans cette période, le rôle des organisations syndicales soit de « discuter » avec un président et un gouvernement aux abois, alors même que des centaines de personnes sont encore en détention pour simplement avoir voulu manifester contre la politique de ceux qui nous invitent à discuter.

Alors que la fébrilité du pouvoir est palpable, que les mobilisations sociales et lycéennes interviennent à un moment clé pour l'économie française, il ne saurait être question pour nous de cautionner cette volonté gouvernementale visant à afficher une posture d'unité nationale afin de légitimer sa politique et sa « gestion » actuelle de la crise. Il ne peut pas non plus être question de se substituer à celles et ceux qui se mobilisent depuis plusieurs semaines, jours et nuits et subissent une répression policière importante. Nous n'intégrerons pas le plan de communication de la start up nation.

Pour l'Union syndicale Solidaires, le rôle des organisations syndicales est de travailler à la convergence des colères, pour une transformation radicale de la société, une véritable justice sociale et un autre partage des richesses.

C'est dans cet esprit que l'Union syndicale Solidaires a déposé un préavis de grève dans la fonction publique prenant effet lundi matin et propose aux secteurs mobilisés d'entrer dans la grève pour un affrontement global avec la politique capitaliste portée par Macron et ses semblables.

Union syndicale Solidaires, 9 décembre 2018

« Gilets jaunes » : des « dérapages inadmissibles » de la police envers des journalistes samedi

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO ont déploré les « nombreux blessés parmi les journalistes de terrain, reporters et photographes » qui couvraient les manifestations samedi.

Quatre syndicats de journalistes ont déploré lundi 10 décembre les « nombreux blessés parmi les journalistes de terrain, reporters et photographes » qui couvraient les manifestations des « gilets jaunes » samedi et condamné « les dérapages inadmissibles des forces de police, notamment à Paris ».

Dénonçant la « gestion calamiteuse des manifestations de samedi par les forces de l'ordre », le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO ont exigé dans un communiqué commun « des explications de la préfecture de police, du ministère de l'intérieur et du gouvernement sur les consignes qui ont été données pour en arriver à cette situation ». « Dès 8 heures du matin, samedi, de nombreux photographes de presse, clairement identifiés comme tels, se sont fait confisquer leur

équipement de protection individuel, parfois sous la menace d'une garde à vue. Ce qui a eu pour effet d'empêcher certains reporters de faire leur travail », ont déploré ces organisations syndicales représentatives de la profession.

« Violence grandissante »

Ils citent en outre les cas de deux photographes du Parisien visés par des tirs de lanceurs de balles de défense, d'un photographe du JDD hospitalisé après avoir été frappé par un CRS, et disent qu'une quinzaine de témoignages de confrères « mis en joue, pris pour cibles parfois intentionnellement, commotionnés ou molestés par les forces de l'ordre » leur sont remontés ces dernières heures. Les syndicats recommandent « à tous les reporters victimes d'agissements anormaux de déposer plainte et/ou d'effectuer les signalements nécessaires auprès de l'Inspection générale de la police nationale ».

« Face à cette situation inédite pour la profession, confrontée à une violence grandissante », les syndicats demandent au gouvernement de « prendre les mesures nécessaires » pour que ces événements ne se reproduisent pas et demandent « à être reçus en urgence par le président de la République ». « Il est totalement inacceptable, dans un pays démocratique et dans un Etat de droit, que les pouvoirs publics ne garantissent pas la liberté d'informer », déplorent-ils.

Avec l'appui des fédérations européenne (FEJ) et internationale des journalistes (FIJ), ils ont alerté une deuxième fois le Conseil de l'Europe de la situation, via la plate-forme de signalement consacrée à la sécurité des journalistes.

- Le Monde avec AFP Publié le 10 décembre à 19h04
https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/12/10/gilets-jaunes-des-derapages-inadmissibles-de-la-plice-envers-des-journalistes-samedi_5395480_3224.html

Communiqué de presse des Unions régionales CGT-FO-Solidaires-UNEF et FSU sur la situation sociale

Aujourd'hui, dans un climat très dégradé, la mobilisation des gilets jaunes a permis l'expression d'une colère légitime.

Face à cette colère qui s'étend (salariés, chômeurs, retraités, lycéens...), le gouvernement s'enferme dans sa politique de casse sociale et répond par la répression policière, notamment à l'égard de la jeunesse qui se mobilise contre Parcoursup et la réforme Blanquer.

Les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires, avec l'UNEF, s'indignent et condamnent fermement l'attitude du gouvernement qui répond par la répression policière aux revendications qui s'expriment diversement dans tout le pays.

La solution n'est pas dans la répression. Les URIF CGT FO FSU Solidaires, avec l'UNEF, portent les revendications suivantes :

- Arrêt de la répression policière

- Hausse immédiate du SMIC pour aller vers 1800€
- Augmentation générale des salaires et des pensions
- Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires.
- Réindexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie
- Développement de tous les services publics sur tous les territoires
- Retour à la retraite à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points
- Abandon de toutes les réformes concernant les lycéens et les étudiants
- Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Loi « El Khomri », ordonnances « Macron »)

L'heure est à l'ouverture immédiate de négociations sur ces revendications.

Les unions régionales Île-de-France CGT FO FSU Solidaires avec l'UNEF appellent les salariés, les étudiants et les lycéens, à se réunir en assemblées générales et à décider de l'action nécessaire à la satisfaction de ces revendications, y compris par la grève.

Montreuil, 7 décembre 2018
